

LA PRESSE EN REVUE...



VENDREDI 29 MAI 2015

SOMMAIRE

- 1) Faut le virer
- 2) Il accuse...
- 3) Ils cherchent de l'oxygène en urgence
- 4) La retraite à 70 ans...
- 5) Il part en guerre
- 6) A sa demande...
- 7) Une grosse vague...



Gérard Diez La Presse en Revue

I) "Faut lui casser les pattes avant": ce déjeûner que Jouyet et Fillon ne digèrent pas



François Fillon, alors Premier ministre, et Jean-Pierre Jouyet, alors ministre des Affaires européennes, le 12 novembre 2008.
(GERARD CERLES / AFP)

Démentant avoir exhorté la présidence à accélérer les procédures judiciaires contre Sarkozy, l'ex-Premier ministre poursuit ce jeudi le secrétaire général de l'Élysée et deux journalistes du "Monde".

François Fillon a-t-il sollicité l'Élysée pour accélérer les procédures judiciaires visant Nicolas Sarkozy ? L'ancien Premier ministre, qui dément avoir fait cette demande à Jean-Pierre Jouyet, poursuit en diffamation le secrétaire général de l'Élysée, les journalistes du "Monde" Gérard Davet et Fabrice Lhomme, ainsi que l'éditeur de leur livre "Sarko s'est tuer". L'audience est prévue toute la journée de ce jeudi 28 mai.

"L'Obs" avait publié en exclusivité les bonnes feuilles du livre de Gérard Davet et Fabrice Lhomme. Dans l'un des extraits, on apprenait qu'au cours d'un déjeuner dans un restaurant proche de l'Élysée le 24 juin, François Fillon aurait dénoncé auprès de Jean-Pierre Jouyet le remboursement par l'UMP des pénalités liées au dépassement du plafond des dépenses de campagne de Nicolas Sarkozy, en 2012. Mais aussi formulé une curieuse demande.

"Alors agissez !"

Ce jour-là, l'ancien "collaborateur" de Nicolas Sarkozy, comme ce dernier l'a un jour méchamment qualifié, formule une drôle d'interrogation : il veut tout bonnement savoir si l'Élysée va user de ses prérogatives pour accélérer le cours judiciaire des affaires visant Nicolas Sarkozy !

“ Mais tapez vite, tapez vite ! Jean-Pierre, tu as bien conscience que si vous ne tapez pas vite, vous allez le laisser revenir. Alors agissez !”, exhorte l'ex-Premier ministre, à l'adresse du secrétaire général de l'Élysée.

Ce 24 juin, François Fillon aurait donc demandé explicitement au principal collaborateur du président de la République que soient "boostées" les procédures susceptibles de nuire à Nicolas Sarkozy, dont le retour dans l'arène politique est alors annoncé comme imminent.

"On a l'enregistrement"

La réaction de François Fillon à ces révélations ne se fait pas attendre. Il dément "formellement" les propos qui lui sont attribués.

La manoeuvre est grossière", dit-il.

De son côté, Jean-Pierre Jouyet se dit "sincèrement désolé de ces bruits de couloirs élyséens rapportés à des journalistes".

Aussitôt, Gérard Davet et Fabrice Lhomme contre-attaquent en maintenant l'intégralité des informations publiées dans leur ouvrage. Et les enquêteurs sortent de leurs poches de quoi faire pencher la balance : ils possèdent un enregistrement de leur discussion avec Jean-Pierre Jouyet. Une bombe.

"On a l'enregistrement, il est béton. Cet enregistrement, nous le produirons en justice si la justice le réclame", indique Gérard Davet, soucieux de ne pas être accusé de rouler pour un camp.

Ils révèlent avoir demandé "au secrétaire général de l'Élysée de confirmer la teneur du déjeuner" dont ils avaient déjà été informés "par des sources fiables".

L'intéressé "ne s'y est pas opposé, souhaitant seulement qu'aucune déclaration entre guillemets ne lui soit attribuée, ce que nos auteurs ont évidemment respecté".

"Une tentative de déstabilisation"

François Fillon renchérit plus sévèrement :

“ Je ne peux pas croire que le secrétaire général de l'Élysée ait pu tenir aux journalistes du 'Monde' les propos qui lui sont prêtés. Si c'était le cas, ce serait une affaire d'État d'une extrême gravité. Ce serait une tentative de déstabilisation d'un responsable de l'opposition", dénonce-t-il.

"Faut lui casser les pattes avant"

Mais Jean-Pierre Jouyet finit par admettre que, lors d'un déjeuner, François Fillon lui a effectivement parlé de l'affaire Bygmalion et des pénalités liées au dépassement du plafond des dépenses de campagne de Nicolas Sarkozy en 2012.

"Il m'a dit : 'Faut aller vite', ça je me souviens.

'Faut aller vite [...] pour lui casser les pattes avant'", raconte le secrétaire général de l'Elysée au "Monde".

Ce jeudi, iTélé dévoile le contenu des enregistrements qui seront diffusés à l'audience. Pour sa part, l'avocat de François Fillon met en avant le fait qu'il existe des "caviardages" : si la bande originale dure 52 minutes, celle que les deux journalistes ont donnée à la justice n'en dure que 9 marquées par deux coupures à chaque fois que le nom de François Hollande est évoqué. Les journalistes, eux, affirment que les coupures ont été réalisées pour protéger leurs sources. C'est désormais à la justice de se prononcer sur l'éventuelle diffamation.

nouvelobs.com

II) Congrès PS : Hamon accuse Aubry de trahison pour avoir soutenu la motion de Cambadélis contre les frondeurs



Benoît Hamon et Martine Aubry. © Montage le Lab via AFP



Sébastien Tronche
sebastien.tronche@europe1.fr

TRAHISON – La trahison est une donnée commune en politique. Et s'il a bien tenté, en vain, **d'inciter Martine Aubry à s'engager avec la motion B**, celle des frondeurs et de l'aile gauche du PS, pour le congrès de Poitiers, Benoît Hamon a échoué. Alors, suite au résultat décevant de la motion B et la large victoire de la A, celle de

Jean-Christophe Cambadélis, il l'a un peu mauvaise. Surtout envers la maire de Lille à qui il reprochait de la snober alors qu'il estimait l'avoir "**faite première secrétaire**".

Et si le ralliement de Martine Aubry à la motion "majoritaire" de Jean-Christophe Cambadélis et Manuel Valls avait **fait grincer des dents avant le vote**, les déçus du choix aubryste ne décolèrent pas.

Ainsi, Benoît Hamon a-t-il reproché à l'ancienne boss de Solférino d'avoir trahi cette frange du PS. "Devant ses troupes", selon Le Canard Enchaîné de ce mercredi 27 mai, le député francilien a lancé :

“ Martine nous a trahis !

Selon l'ancien ministre de l'Education nationale, la motion B aurait fait un score beaucoup plus important que ses 30% si Martine Aubry les avait suivi. Et même peut-être que la motion portée par Christian Paul, un aubryste historique, l'aurait emporté. Benoît Hamon ajoute :

“ On n'aurait peut-être pas été majoritaires si elle était restée avec nous, ou si elle avait présenté sa propre motion, mais il y aurait eu un autre match.

Un autre match qui aurait pu faire espérer à Christian Paul une victoire, jeudi, face à Jean-Christophe Cambadélis dans le vote pour le premier secrétaire. Mais, nouvelle déconvenue pour la motion B et son leader, la motion D de Karine Berger a décidé de soutenir l'actuel Premier secrétaire.

europe1.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

III) Dans L'Humanité : "Les militants de la gauche du PS cherchent leur oxygène"



FRÉDÉRIC DURAND
L'Humanité

En s'octroyant 60 % des suffrages, la direction du PS regagne une légitimité. Pour l'aile gauche et les frondeurs, c'est la douche froide. Pourtant, ses militants refusent d'abdiquer et veulent rester au parti pour contenir sa «droitisation» et être une «passerelle» avec le reste de la gauche.

«Je suis triste et fatiguée.» Dans son département, la Moselle, Charlotte a donné de son temps et de son énergie pour défendre la motion B, celle portée par les frondeurs et l'aile gauche du PS en vue du congrès de Poitiers des 5, 6 et 7 juin. Las, la victoire sans appel du texte présenté par la direction (60 % des voix, contre 29 % au texte porté par le député de la Nièvre, Christian Paul) et l'étau qui semble se refermer sur la contestation interne lui rappellent ce mot dans un sourire amer : « Quand les dégoûtés seront partis, il ne restera que les dégoûtants. » Ils sont déjà 40 000 à avoir quitté le parti depuis 2012, année d'élection de François Hollande à l'Élysée. Sur la pointe des pieds. Mais Charlotte n'est pas prête à s'en aller : « Pour aller où ? On s'entre-tue au Front de gauche, et puis Valls fait tout pour nous écœurer et nous faire partir », analyse cette trentenaire qui mesure l'impasse : « Soit on fait demi-tour, et c'est impossible, soit on perce le mur ! Parce qu'aujourd'hui, ce n'est pas seulement les frondeurs qu'on veut éjecter du système, c'est le PS lui-même ! Et, tant que nous sommes là, il n'y aura pas d'alliance possible avec le centre et l'UDI.»

Martine, 53 ans, au parti depuis 2006, n'entend pas abandonner non plus. «Je suis entrée au parti pour faire bouger les choses de l'intérieur. J'y crois encore ! Et puis nous sommes une passerelle

avec le reste de la gauche», défend cette conseillère municipale de La Roche-sur-Yon, en Vendée. Une idée partagée par Charlotte, qui imagine «une plateforme où l'on pourrait travailler avec le reste de la gauche et le monde associatif sur des contenus politiques».

Pour l'emporter la motion A a présenté un texte très «gauchi»

Des espaces de discussions comme un besoin d'oxygène d'autant plus vital que les réactions de la direction du parti après sa victoire sont plutôt tranchantes. «Il va falloir qu'ils (l'aile gauche et les frondeurs – NDLR) tiennent compte du fait majoritaire et du score. (...) Pour l'instant ils tiennent surtout compte de leur !» expliquait le premier secrétaire, Jean-Christophe Cambadélis, vendredi, au siège de la rue de Solferino, peu avant l'annonce des résultats officiels. «Si on dit, il n'y a plus de synthèse possible, qu'il y a une ligne et que c'est à prendre ou à laisser, alors ça va être compliqué, parce que cette ligne ce n'est pas la mienne », confie ce militant de Seine-Saint-Denis qui considère, acide, qu'« aujourd'hui, ce n'est plus le Parti socialiste, mais le parti "sociétaliste" ; on se félicite d'avoir réalisé 6 000 mariages homosexuels et on oublie qu'il y a 6 millions de chômeurs ».

Pour le politologue Rémi Lefebvre, « Jean-Christophe Cambadélis peut se prévaloir de cette légitimité, les militants ont tranché assez nettement, mais sur quelle base ? La motion A a présenté un texte très "gauchi" beaucoup plus proche de Martine Aubry que de Valls, Collomb ou Macron. Ce peut être un piège qui peut se retourner contre la direction au sens où les contestataires pourront invoquer la lettre de la motion A qui réclame des contreparties au CICE, la réforme fiscale... ». Et c'est bien ce qu'ils comptent faire. Même si « la culture du texte, de l'écrit, se déprécie au PS » et que « le décalage entre discours et actes devient abyssal », analyse le politologue, les contestataires entendent s'appuyer sur la motion A pour préparer une offensive sur la loi Macron qui doit revenir à l'Assemblée nationale avant l'été, et singulièrement sur le budget 2016 en fin d'année.

Et après ? « Il faudra peut-être acter que la stratégie interne à ses limites», concède Martine. Et lorsqu'on parle à ces militants de 2017, ils avouent être dans le brouillard. En tout cas, «la gauche ne sera pas au second tour par l'effet du miracle, il faut infléchir cette politique, produire des résultats concrets et montrer qu'il y a une

alternative autre que Marine Le Pen», résume Martine. Un sondage Odoxa publié samedi dans le Parisien voit François Hollande culminer à 16 ou 17 % des intentions de vote au premier tour de la présidentielle. Loin derrière la droite et l'extrême droite, seuls qualifiés au second tour. «Pour préparer 2017, François Hollande aura besoin d'un parti en ordre de marche et d'un minimum d'union de la gauche», prévoit Rémi Lefebvre. Pour l'instant, ni l'une ni l'autre de ces conditions n'est remplie. Sans profonds changements politiques, peu de chances qu'elles ne le soient. «Il nous reste un an, après il sera trop tard», conclut Christian Paul.

Aubry contrainte à la vigilance Pour certains au PS, «Martine Aubry a offert le parti à Hollande» en s'alignant sur la motion de la direction. «Si je n'avais pas eu la certitude que ce choc d'égalité que nous demandons dans la motion allait devenir réalité, je n'aurais pas signé», se justifie-t-elle aujourd'hui. Aucun doute que sa détermination à faire respecter les engagements de la motion en question sera scrutée de près en interne.

IV) Futurs retraités : risquez-vous vraiment de perdre 40 % de votre pension complémentaire si vous partez à 62 ans ?

Par Aurélie Blondel,



A l'Agirc et l'Arrco, ce sont les syndicats et le patronat qui décident, pas le gouvernement. Reuters

Le Medef veut imposer des malus temporaires très élevés sur les pensions Agirc et Arrco des salariés partant à la retraite à 62, 63 ou 64 ans. Après trois mois de négociation avec les syndicats, il refuse toujours un compromis à ce

sujet. A quoi vous attendre ? On fait le point.

C'est la proposition phare du patronat pour réduire les déficits de l'Agirc-Arrco : appliquer des abattements sur les pensions complémentaires des salariés partant avant 67 ans. Des abattements temporaires (annulés à 67 ans) et dégressifs (le taux baisserait entre 62 et 67 ans). Le Medef l'a annoncé dès février, dès la première réunion officielle organisée avec les syndicats dans le cadre du nouveau cycle de négociations sur l'avenir de ces régimes.

Trois scénarios avaient été présentés, avec des malus de 20, 30 ou 40 % la première année. Même pour les syndicats ne fermant pas totalement la porte aux abattements, ces taux étaient inacceptables. La CFDT, par exemple, semblait prête à accepter 10 %, la CFTC 5 %. Recherche du compromis oblige, on aurait pu croire que le Medef proposerait, pour la quatrième séance de négociations, qui s'est tenue ce mercredi 27 mai, des taux intermédiaires. Mais dans le nouveau document de travail remis aux syndicats vendredi en vue de la réunion de ce mercredi 27 mai, il ne propose désormais plus qu'un scénario, avec un taux de 40 % la première année !

Combien perdriez-vous sur votre retraite Agirc-Arrco ?

Vous comptez partir à 62 ans, l'âge légal à partir de la génération 1955 ? Selon le schéma désormais proposé par le Medef, vos pensions complémentaires subiraient un abattement de 40 % la première année, 30 % à 63 ans, 18 % à 64 ans, 2 % à 65 ans, 1 % à 66 ans. A partir de 67 ans, vous toucheriez vos pensions intégrales. C'est donc surtout en cas de départ avant 65 ans que les malus seraient douloureux. Les salariés bénéficiant d'un départ anticipé pour carrière longue à 60 ans subiraient la même série d'abattements, mais entre 60 et 65 ans plutôt qu'entre 62 et 67 ans.

Les malus seraient moins élevés pour les retraités jouissant du taux réduit de CSG (3,8 %). C'est-à-dire ceux dont le revenu fiscal de référence est compris entre 10 633 et 13 900 € pour une part, 16 311 et 21 322 € pour deux parts. Pour eux, les abattements seraient : 20 % à 62 ans, 15 % à 63 ans, 8 % à 64 ans, 2 % à 65 ans, 1 % à 66 ans. Quid des retraités exonérés de CSG ? Ils seraient totalement dispensés d'abattements provisoires. En 2015, les retraités ne paient pas la CSG si leur

foyer fiscal a un revenu fiscal de référence 2013 inférieur à 10 633 € pour une part, 16 311 € pour deux.

Dans le projet présenté ce mercredi, le Medef souhaite que les abattements s'appliquent à partir de la génération 1957 pour les départs à compter de 2017. Attention, il ne s'agit ici que de propositions.

Pourquoi proposer des malus si élevés ?

L'idée du Medef n'est pas tant de donner le choix entre toucher une retraite moindre plus tôt et

Concrètement : Pour ceux dont la pension complémentaire représente 30 % de la pension totale, un abattement de 40 % sur la pension Agirc-Arrco engendre 12 % de perte de pension totale. Pour ceux dont la pension complémentaire représente la moitié de la pension totale, un abattement Agirc-Arrco de 40 % engendre 20 % de perte de pension totale.

"Le travail n'est pas une punition, c'est une valeur, une chance d'épanouissement", martèle Claude Tendil. Ne parvenant pas à convaincre le gouvernement de reculer l'âge légal de la retraite, actuellement à 62 ans, le Medef tente de passer par les complémentaires pour faire reculer rapidement l'âge effectif moyen de départ. (Rappelons que l'âge effectif de départ à la retraite doit augmenter à terme en raison de la hausse progressive de la durée de cotisation requise pour le taux plein.) Les syndicats répondent d'une part que ce n'est pas aux partenaires sociaux de faire évoluer les âges de la retraite mais au gouvernement. D'autre part que quasi la moitié des salariés liquidant leurs droits à la retraite ne sont plus en activité (chômage, etc.) et ne peuvent donc pas choisir de continuer à travailler.

Le patronat accepterait-il des abattements moindres ?

Une majorité de syndicats semble disposée à accepter des abattements, s'ils sont peu élevés et si le patronat accepte une hausse des cotisations. Le Medef pourrait-il baisser ses prétentions en matière de taux de malus ? Difficile à dire. Si son objectif est vraiment de dissuader les salariés de partir à 62 ans, on peut croire qu'il tiendra à conserver des abattements élevés. C'est ce que craint Jean-Louis Malys, le "monsieur retraite" de la CFDT.

D'un autre côté, on peut penser que

l'intransigeance affichée ces derniers jours par le Medef sur les taux d'abattements trouve sa motivation hors du cadre de la négociation sur les retraites complémentaires et qu'en crispant ainsi les discussions à l'Agirc-Arrco, il souhaitait en réalité surtout faire pression sur le gouvernement pour qu'il revoie sa copie sur le compte-pénibilité. C'est ce qu'estime Pascale Coton, secrétaire générale de la CFTC, qui déplore que "l'accord Agirc-Arrco soit pris en otage pour régler un problème entre le Medef et le gouvernement".

Car même si ce n'est pas le gouvernement qui gère l'Agirc-Arrco, il a tout intérêt à ce que la négociation n'échoue pas, notamment parce que les déficits de ces régimes comptent dans les déficits publics présentés à Bruxelles. Or, le Medef semble avoir tout fait pour crispier les syndicats ces derniers jours, faisant figurer dans son texte des propositions qu'il s'était engagé à retirer, à l'oral, lors de ses réunions bilatérales avec eux.

Et si le Medef ne faisait au final pas de concession sur le niveau des abattements ? Rappelons que le patronat doit convaincre au moins trois syndicats (sur cinq) de signer son texte pour que la mesure entre en vigueur. Or, difficile d'imaginer que trois syndicats acceptent des malus de 40 % à 62 ans... On peut donc penser que soit les partenaires sociaux s'accorderont sur des abattements moins douloureux, soit les négociations échoueront (et qui dit pas d'accord dit, pour l'instant, pas d'abattements temporaires).

Un échec des négociations n'aurait toutefois rien de réjouissant, ces négociations visent en effet à dégager des pistes d'économies pour les régimes Agirc et Arrco, afin d'éviter qu'ils n'épuisent leurs réserves et ne finissent par ne plus être en mesure de verser l'intégralité des pensions dues. (Détails ici.)

Quand la décision sera-t-elle prise ?

Vous prenez votre retraite dans les années à venir et ne pouvez ni prévoir ce que vous toucherez ni décider quand vous partirez tant que ces abattements ne sont pas actés ? Mauvaise nouvelle : le suspense devrait encore durer plusieurs semaines ou mois... Le Medef va en effet maintenant recevoir un à un les syndicats, puis les négociateurs vont se réunir encore en séance plénière le 22 juin. Beaucoup craignent que cette nouvelle réunion ne soit pas conclusive et qu'il faille se revoir en juillet. Voire à la rentrée.

Sachez que le Medef propose aussi de désindexer les pensions complémentaires de 2016 à 2018 (avec une revalorisation de 1,5 point inférieure à l'inflation, sans pouvoir être négative) et de repousser au 1er novembre la revalorisation annuelle. Il demande en outre une hausse du coût des points (donc une diminution du rendement des régimes) ainsi qu'une fusion de l'Agirc et de l'Arrco. Il se dit en revanche prêt à ne plus exiger de baisse des droits à la retraite des chômeurs et du taux de réversion.



V) Mélenchon en guerre contre Stéphane Bern

Le Point

Le leader du Front de gauche ne supporte plus l'émission "Secrets d'histoire", jugée antirépublicaine. Attention, Robespierre revient !



Stéphane Bern est "attachant", souligne Mélenchon. Mais il a fait les comptes : seuls 6 % des sujets traités dans "Secrets d'histoire" concernaient des thématiques républicaines © France 2

Par Marc Fourny

Apparemment, le dernier numéro de Secrets d'histoire consacré à Louis XVI a provoqué un haut-le-cœur à Jean-Luc Mélenchon. Stéphane Bern avait choisi de sortir des sentiers battus pour nous présenter sur France 2 un monarque pacifique et cultivé, féru de géographie et de sciences, défenseur de la révolution américaine... La goutte d'eau pour Mélenchon, qui a décidé d'écrire à la nouvelle patronne de France

Télévisions, Delphine Ernotte-Cunci, pour dénoncer ces dérives historiques. "Louis Capet - sic - y est décrit sans nuances comme un brave homme aimant son peuple, remarque-t-il, très agacé. Par contre, il est omis de rappeler quelques moments plus sombres de son règne et, s'ils sont évoqués de façon fugace, c'est pour être fortement minimisés." Le responsable du Parti de gauche évoque notamment les accointances du roi avec les puissances monarchiques ennemies, qui précipiteront sa perte lors de son procès. Un crime de lèse-république qui ne pouvait rester impuni !

Dans un courrier de quatre pages très argumenté, Jean-Luc Mélenchon dénonce plus largement l'émission Secrets d'histoire, coupable, selon lui, de choisir des sujets très "orientés", bien loin du récit et de l'épopée républicaine. Une démarche approuvée et signée par Alexis Corbière, également secrétaire national du parti de gauche. Les deux politiques ont même fait leurs comptes : "Depuis 2008, France 2 a diffusé 88 épisodes différents de Secrets d'histoire, résumant-ils. Sur ces 88 opus, plus de 60 % sont consacrés exclusivement à des monarques et leurs favorites. Sur les moins de 40 % restants, dont l'essentiel est consacré à des artistes (écrivains et peintres) ou des personnages folkloriques et très secondaires de l'histoire universelle (Mata Hari, le chevalier d'Éon, Robin des Bois, la bête du Gévaudan, etc.), seulement 5 émissions, soit 6 % (!) de la totalité, ont été consacrées à des personnalités ou des lieux liés à la République.

Les producteurs désignés du doigt

Les deux responsables politiques suggèrent d'élargir les sujets à des héros de couleur, comme Toussaint Louverture, ou des philosophes des Lumières, à l'exemple de Rousseau ou encore Voltaire, plutôt que des émissions sur Jésus ou le Vatican...

"Nous aimerions savoir pourquoi les choix idéologiques qui dominent ces programmes sont toujours ceux de la sous-valorisation des principes républicains et laïques ?" s'interrogent Mélenchon et Corbières en demandant à la nouvelle direction de rappeler à l'ordre les producteurs. Tout en faisant habilement remarquer que ce n'est pas aux politiques de définir le contenu des programmes... Bref, on ne veut rien imposer, on n'en veut pas personnellement à M. Bern - que les deux politiques trouvent "attachant" -, mais on fait tout de même pression sur une grande responsable d'un service public...

Jean-Luc Mélenchon n'en est pas à son coup d'essai. Déjà en 2013, il s'était insurgé contre la diffusion d'un sujet sur Robespierre, qualifié de "bourreau de Vendée" dans l'émission L'Ombre d'un doute, présentée par Franck Ferrand, sur France 3. Il jugeait le thème non seulement contre-révolutionnaire - cela va de soi - mais également "scandaleux et absurde", se faisant le porte-voix de plusieurs historiens "robespierristes" dans l'âme, très chatouilleux dès que l'on assimile le fameux révolutionnaire à une forme de totalitarisme. Quant à Alexis Corbière, qui a publié notamment un essai intitulé Robespierre, reviens ! - tout un programme -, il trouve particulièrement "piquant" que l'on confie la présentation des cérémonies du Panthéon à Stéphane Bern, décidément jugé bien trop monarchiste...

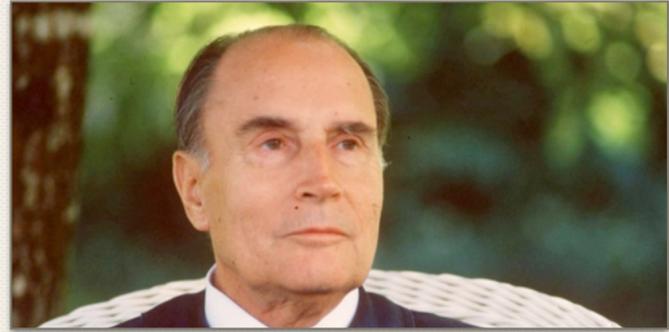
Une histoire négligée par l'école

Condamner ainsi des émissions populaires et culturelles est-il la bonne solution ? Il faudrait plutôt se demander pourquoi les sujets présentés sur nos reines et nos rois ne cessent d'attirer les foules. Le dernier épisode des Secrets d'histoire sur Louis XVI a frôlé les quatre millions de téléspectateurs, un record. La série L'Ombre d'un doute de Franck Ferrand a su intéresser un public fidèle par l'originalité de son contenu. L'émission Sous les jupons de l'histoire, sur Chérie 25, est plébiscitée par les jeunes, friands d'anecdotes.

Comment expliquer le succès de ces formules ? Sans doute parce que l'histoire enseignée à nos grands ados dans les écoles républicaines reste très contemporaine, de la Révolution à nos jours. L'Ancien Régime, survolé au collège en quatrième vitesse, est vite oublié. Elle est aussi marquée par cette méfiance pour les grands personnages historiques, pourtant si parlants et si utiles pour fédérer un peuple et construire une histoire commune. La télévision n'a plus qu'à s'engouffrer dans des pans entiers de notre passé laissés en jachère pour intéresser un public prêt à découvrir ou à réécouter une histoire négligée, voire méprisée.

VI) François Mitterrand aurait été euthanasié à sa demande

Anne Pingeot, l'ancienne compagne de François Mitterrand explique, dans une biographie sur l'ancien Président, que celui-ci aurait reçu "une injection" de son médecin en 1996



François Mitterrand souffrait d'un cancer de la prostate
© archives André Michel

"Dans la nuit [le docteur Tarot] a dû lui donner une injection pour terminer les choses". Dans la biographie monumentale (900 pages) de François Mitterrand écrite par l'ex-journaliste de la BBC Philip Short, Anne Pingeot, grand amour de François Mitterrand et mère de leur fille Mazarine, révèle qu'il aurait été aidé à mourir par son médecin.

Nous sommes le 7 janvier 1996. Atteint d'un cancer de la prostate, Mitterrand souffre le martyr depuis plusieurs semaines malgré les soins prodigués par le docteur Jean-Pierre Tarot, qui le suit depuis deux ans. Cloué au lit, il commence même à délirer.

Anne Pingeot raconte :

"Il voulait absolument se lever et il ne fallait pas parce qu'il avait des tubes et des choses attachées. Donc, à 3 heures du matin, j'ai téléphoné à Tarot. Je lui ai expliqué : 'Je lui dis de ne pas se lever, mais il ne comprend plus ce que je lui dis. Il est assez fort, je lutte contre lui mais je n'y arrive pas.'"

Tarot ne s'est pas déplacé, mais il a compris, je pense, ce que cela voulait dire. François lui avait demandé : 'Quand mon cerveau sera atteint, vous me liquidez, je ne veux pas être dans cet état.' Le matin, quand Tarot est arrivé, il m'a dit que je devais partir."

L'ancienne compagne de François Mitterrand conclut : "Donc, à la fois **je me sens coupable de l'avoir condamné**, mais en même temps il y avait ce refus absolu de devenir inconscient, ce que je comprends."

Interrogé sur France Info, Philip Short estime que les propos d'Anne Pingeot sont crédibles.

" C'est fort possible que ce soit vrai parce que Mitterrand ne voulait pas être un légume sur la fin de sa vie. Mais la question reste entière parce qu'Anne Pingeot était bien seule avec lui lors des 6-7 dernières heures de sa vie. En même temps, il avait un cancer du cerveau et on sait que, dans ces cas-là, la mort peut arriver extrêmement vite. On ne sait donc pas s'il a été bien aidé à mourir ou s'il est mort naturellement".

Révéle en 1992 suite à une première intervention chirurgicale, le cancer de la prostate de François Mitterrand avait **sans doute été détecté bien avant**.

L'état de santé du chef de l'État s'était ensuite progressivement dégradé jusqu'à l'affaiblir considérablement dans les derniers mois de son second mandat.

Si les confidences d'Anne Pingeot sont exactes, il reste que l'ancien Président s'est, en somme, positionné dans le débat sur le droit de mourir dans la dignité avec 20 ans d'avance...

sudouest.fr



LAPRESSEENREVUE.EU

VII) Espagne: «C'est une vague de soulèvements qui commence»

Par Ludovic Lamant

Dans un entretien à Mediapart, le philosophe Paul B. Preciado revient sur le succès des candidatures citoyennes en Espagne. Il fait le lien avec une longue tradition d'un « communisme libertaire » mêlé d'utopie, vivace en Catalogne. Et imagine, après Madrid et Barcelone, « un réseau d'alliances de micropolitiques révolutionnaires en Europe ».

Le philosophe Paul B. Preciado, figure des queer studies, est un observateur enthousiaste des mutations politiques de l'Espagne. Après la victoire de plusieurs candidatures citoyennes et « indignées » aux municipales, en particulier à Barcelone, l'un de ses lieux d'attache, l'auteur de *Testo Junkie* (Grasset, 2008) revient sur la genèse de ces mouvements inédits, qui « repolitisent les classes moyennes appauvries par la crise » et rompent avec une culture politique née de la transition post-franquiste.

Qu'est-ce qui vous séduit le plus, dans la plateforme citoyenne qui a remporté les élections dimanche à Barcelone ?

Je trouve tout excitant. Ce sont des partis politiques nouveaux, qui ne reproduisent pas la structure des professionnels de la politique, qui n'ont ni l'argent, ni les réseaux des partis « installés ». Dans la victoire d'Ada Colau, il y a plusieurs choses qui ont compté, et qui sont assez extraordinaires. D'abord, la mobilisation des classes moyennes appauvries, précarisées par la crise après 2008. Cette politisation est le résultat d'un travail extraordinaire, mené par Ada Colau et la PAH [la plateforme anti-expulsions immobilières lancée en 2009 en Catalogne – ndlr] qui a su élargir cette expérience et sa force de transformation au-delà de ce réseau d'activistes.

Avec la PAH, on touche à la question du logement, de l'habitat, de la survie, de la vulnérabilité du corps. La PAH a su organiser la vulnérabilité pour la transformer en action politique. La comparaison est trop forte, mais pour moi, il s'est passé un tout petit peu quelque chose comme les luttes pour les malades du sida

dans les années 80. Cela a servi de levier pour repolitiser toute une classe qui traversait une énorme dépression politique. La capture des désirs par le capitalisme néolibéral produit une déprime collective, qui s'exprime sous la forme d'une dépolitisation totale. En inventant des techniques politiques nouvelles, comme le *scratch*, Ada Colau et d'autres ont réenchanté le domaine de la politique. C'est sans doute ce qu'il y a de plus beau dans leur victoire. Les corps sont sortis dans les rues, et la ville entière a été repolitisée par leur présence.

Vous parlez des *scratches*, ces actions menées par Ada Colau et les activistes de la PAH pour dénoncer, un à un, devant leur domicile, les députés « complices » des expulsions immobilières. Ce sont des actions radicales, qui ont divisé les Espagnols. À l'époque, il était difficile de prévoir qu'Ada Colau allait trouver une majorité sur son nom dans les urnes (voir la vidéo ci-dessous)...

Oui, ce sont des techniques radicales, mais elles ont surgi à un moment où la corruption politique était très forte, et la faillite du système démocratique, considérable. C'est pour cela que la Grèce et l'Espagne constituent deux pôles intéressants à suivre, engagés dans des processus de transition démocratique récents. En Espagne, on a eu 40 ans de dictature, puis 40 ans de démocratie. Nos institutions démocratiques sont quasi inexistantes. Elles sont de simples décors morts. La démocratie se cherche encore, on pourrait dire qu'elle est très expérimentale. Il y a une fragilité démocratique que la France ne connaît pas, où tout est plus installé. Mais cela offre une possibilité d'expérimentation institutionnelle plus grande – ce que l'on appelle des « nouvelles institutionnalités ».

En 2013, l'activiste Ada Colau se justifie sur le recours aux « *scratches* » contre les élus du PP.

https://youtu.be/4yIKL3gB_fw

Tout cela s'inscrit aussi dans une tradition politique très forte, en Espagne et en Catalogne, depuis le XIXe siècle : celle d'un communisme libertaire, d'un anarchisme, toujours marqués par une dimension très utopique. On le voit très bien avec Ada Colau, qui en même temps, est la plus pragmatique de toutes. C'est aussi très net chez Teresa Forcades, avec une dimension

supplémentaire, un peu mystique [Teresa Forcades est une religieuse hypermédiatisée, connue du grand public pour avoir dénoncé les profits de l'industrie pharmaceutique pendant l'épidémie de grippe aviaire, et qui a soutenu la campagne d'Ada Colau – voir vidéo ci-dessous].

Et l'on en retrouve des traces dans toute une tradition espagnole, je pense à des femmes comme Clara Campoamor [féministe qui a contribué à la rédaction de la Constitution espagnole, en 1931 – ndlr], Federica Montseny [la première femme ministre de la République, en 1936, anarchiste, féministe – ndlr] ou encore Dolores Ibárruri, la Pasionaria [secrétaire du parti communiste espagnol entre 1942 et 1960 – ndlr]. Cette juxtaposition improbable de l'anarchisme, du communisme libertaire et d'un mysticisme utopique, totalement extraordinaire, est souvent incarnée, il est vrai, par des femmes, mais pas seulement.



© Javi Txuela.

On a lu ici ou là des articles sur le « protagonisme féminin » de ces mouvements citoyens, incarnés par Manuela Carmena à Madrid et Ada Colau à Barcelone. Vous êtes d'accord ?

Non. Il y a beaucoup de femmes en politique, c'est tout ce que cela veut dire... Sinon, on pourrait dire la même chose en France avec Marine Le Pen. À bien y réfléchir, je trouve même cette question scandaleuse. C'est comme si l'on continuait de définir la politique comme un domaine réservé aux hommes, et dès lors qu'une femme obtient un peu de protagonisme politique, on décrète que c'est exceptionnel. Je rappelle qu'il y a beaucoup de femmes puissantes à droite, au sein du PP, comme Esperanza Aguirre [à Madrid – ndlr] ou Rita Barbera [à Valence – ndlr], ces énormes « dames » de la politique. Donc je ne pense pas qu'on puisse faire une analyse genrée de ce qu'il survient en Espagne.

C'est aussi lié au fait qu'à Podemos, on voit, presque exclusivement, des hommes au premier plan. C'est un problème ?

Je ne crois pas. À Podemos, il y a aussi beaucoup de femmes, de lesbiennes, de gens venus du féminisme et du queer... Je ne crois pas que Podemos soit plus masculin, ou masculiniste, que

d'autres. Ce qui continue de me choquer, en revanche, ce sont des articles de la presse espagnole sans aucun intérêt, dès le lendemain de la victoire d'Ada Colau, qui présentent son enfant et son mari, qui expliquent qu'Ada Colau cuisine très bien... Cela revient à naturaliser, encore une fois, sa dimension politique.

Teresa Forcades, los poderes financieros, farmacéuticos y militares.

<https://youtu.be/47yu2aullq8>

Vous parliez de la transition démocratique espagnole. Les élections du 24 mai marquent-elles enfin une rupture avec le régime de 1982, né de la transition avec le franquisme ?

Ce qu'il se passe est très, très important. Nous étions arrivés à un moment de crise démocratique majeure. Les mouvements du 15-M [référence au 15 mai 2011, lorsque les « indignés » s'emparent des places du pays – ndlr], que les soit-disant grands intellectuels de gauche avaient dédaignés, jugeant qu'il n'y avait pas une seule idée politique derrière, ont permis de repolitiser des classes moyennes précarisées. Cela a déclenché une prise de conscience, une sorte d'émancipation cognitive, face à deux dictatures simultanées : d'une part, sur le front politique, la continuité de pratiques dictatoriales dans le système démocratique – c'est la faillite du système démocratique dont on parlait. Et de l'autre, une faillite économique, en lien avec la dictature du monde financier. Et ce qui fait le lien entre ces deux dictatures, c'est la corruption. Ce que les gens font avec l'argent public, comment il est géré.

Pendant longtemps, en Espagne, la dénonciation de la corruption s'accompagnait d'une forme de désaffection générale : “ce sont tous des voleurs, on s'en fout”. Grâce au 15-M, on est passé de ce constat désabusé à l'invention de nouvelles pratiques de contrôle démocratique. Je pense à la PAH, mais aussi au parti X ou encore à des gens comme Itziar González Virós et le parlement citoyen – le Parlament Ciutadà, un appareil citoyen de contre-pouvoir qui rassemble des mouvements hétérogènes pour former un contre-parlement. La question n'est plus : qui sont les voleurs?, mais bien : quels sont les mécanismes de contrôle démocratique? C'est un changement très important.

« La politisation en France par la politique de la peur »



Ada Colau après l'annonce des résultats à Barcelone. © Reuters.

Mais vous citez là des structures héritières du 15-M, qui sont toutes des contre-pouvoirs. Ada Colau vient de s'emparer du pouvoir. C'est différent...

On ne peut pas comprendre les uns sans les autres. Les victoires d'Ada Colau ou de Manuela Carmena sont les symétriques de l'action des contre-pouvoirs, d'un ensemble de micropolitiques qui ont réinventé la politique. Ils ont inventé de nouvelles manières de contrôler la démocratie, à un moment où cette démocratie espagnole s'était effondrée. Le problème, c'est que le système démocratique reste très dégradé en Espagne, avec des institutions qui fonctionnent de manière non démocratique. C'est toute l'architecture du pouvoir, régi par la Constitution, qui contourne la démocratie. Et du coup, même si tu travailles à l'intérieur de ces institutions et que tu veux faire autrement, tu te rends compte que ce n'est pas possible.

C'est le même débat qui se pose pour l'Union européenne...

Oui. C'est la question des transformations démocratiques. Ou, on va dire, des pratiques révolutionnaires. Quand j'entends Ada Colau ou Manuela Carmena parler, j'entends des discours révolutionnaires. Comment les mettre en place, depuis des institutions qui ne sont pas démocratiques ? Il faut penser la révolution comme processus permanent, constituant. Il va falloir changer radicalement l'architecture du pouvoir – le système électoral, la Constitution et d'autres choses. Ça ne va pas être facile. Mais l'on vit un moment extraordinaire.

Vous avez parlé du terreau anarchiste en Catalogne. Pour Madrid, c'est plus surprenant, non ?

La tradition catalane est effectivement plus libertaire. Il y avait eu des jornadas libertarias dans les années 1970 en Catalogne. Et l'on parle toujours de la movida madrilène, mais c'est à Barcelone qu'a eu lieu la vraie movida démocratique. À Madrid, tout a été davantage lié au parti communiste. Manuela Carmena renoue avec la tradition anti-franquiste, preuve que l'on a encore besoin de cela en 2015. De ce point de vue, le dialogue Carmena-Colau permet de faire ce lien entre une tradition anti-franquiste et les nouveaux mouvements apparus après la crise de 2008, les « indignés », le 15-M, etc. Parfois, je me dis que la droite ne va pas permettre que cela se passe comme ainsi, parce que c'est trop beau. J'espère que le PP les laissera faire les politiques qu'elles veulent mener, qu'il ne les tuera pas.

Vous connaissez bien la France, où le paysage politique semble davantage gelé. Il n'y a pas eu un moment fondateur comme le 15-M en 2011. Y-a-t-il tout de même des éléments à copier de l'Espagne, des leçons à tirer ?

J'aimerais bien que l'effervescence prenne aussi en France, que l'extrême droite ne soit pas la seule à profiter de la crise. L'appareil de gouvernement néolibéral opère au niveau européen, et mondial. Il faut donc un grand réseau d'alliances de micropolitiques révolutionnaires en Europe. Ce ne sont pas simplement des révoltes éparses, mais une vague de soulèvements qui commence. Il ne s'agit pas tant de copier des techniques – des scratches ou des primaires ouvertes sur Internet, etc –, que de réussir à repolitiser le tissu social en France. Comment faire, pour repolitiser autrement que par une politique ultra-identitaire ? Car la politisation en France passe par un langage nationaliste, par la question de l'identité française, par la politique de la peur. La question, c'est donc de modifier ces variables, de trouver un autre langage, d'autres pratiques capables de transformer le désir collectif.

A Suivre...
La Presse en Revue